

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation au Sommet législatif annuel de la
*National Conference of State Legislatures (NCSL)***

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Atlanta (Géorgie), États-Unis d'Amérique
Du 12 au 15 août 2013**

Rapport

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION

Du 12 au 15 août 2013, trois vice-présidents de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP) – le sénateur Michael L. MacDonald, M. Brian Masse, député, et l'honorable Wayne Easter, C.P., député – ont dirigé une délégation au Sommet législatif annuel de la National Conference of State Legislatures (NCSL), à Atlanta, en Géorgie. Le sénateur Jim Munson et M. Larry Miller, député, faisaient partie de la délégation, qui était accompagnée de Mmes Angela Crandall et June Dewetering, respectivement secrétaire exécutive et conseillère principale de la Section canadienne.

SOMMET LÉGISLATIF

Instituée en 1975, la NCSL est une organisation bipartisane au service des législateurs et du personnel législatif des 50 États, des territoires et des États libres associés des États-Unis. Elle offre un service de recherche et un soutien technique, tout en constituant un lieu d'échange d'idées sur les enjeux qui se posent aux États. Elle défend également les intérêts de ces derniers devant le Congrès américain et les organismes fédéraux.

La NCSL est dirigée par un comité exécutif composé de 63 membres et compte actuellement 9 comités permanents formés de législateurs et de personnel législatif. Il s'agit des comités suivants :

- Budgets et recettes
- Communications, services financiers et commerce inter-États
- Éducation
- Services sociaux et aide sociale
- Travail et développement économique
- Loi et justice pénale
- Efficacité législative
- Ressources naturelles et infrastructure

Les législateurs siègent par ailleurs à huit groupes de travail :

- Agriculture
- Approvisionnement énergétique
- Mise en œuvre de la réforme fédérale de la santé
- Immigration et États
- Affaires militaires et anciens combattants
- Pensions
- Redécoupage des districts et élections

- Taxation par les autorités locales et les États

ACTIVITÉS DU SOMMET ET OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION

En plus d'assister aux réunions d'information des législateurs d'États, les membres de la Section canadienne ont participé à quelques-unes des activités du volet international du Sommet. Cette année, une trentaine de pays et régions étaient représentés (voir l'annexe). Les délégués canadiens ont participé à des tables rondes et rencontré l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter. Le consul général du Canada à Atlanta, M. Steve Brereton, a été l'hôte d'une réception pour les délégués internationaux.

Pour les délégués canadiens, l'un des points saillants du Sommet a été la rencontre de la présidente de l'Assemblée du New Hampshire et présidente de la NCSL, Terie Norelli, du sénateur de l'Oregon Bruce Starr, président désigné de la NCSL, et de la sénatrice du Nevada Debbie Smith, vice-présidente de la NCSL. Les délégués ont fait ressortir l'importance de la relation entre le Canada et les États-Unis, ainsi que la valeur ajoutée par l'accentuation de la participation des parlementaires canadiens, qui pourrait se faire par la mise sur pied de tribunes officielles susceptibles d'intéresser les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada et par le biais desquelles ils pourraient faire valoir leurs points de vue sur les échanges commerciaux, par exemple.

Dans leurs rencontres plus générales avec les législateurs d'États, les délégués ont mis l'accent sur deux enjeux présentant un intérêt particulier pour les Canadiens : la mention obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes, aux États-Unis, et le besoin d'un nouveau lien autoroutier entre Détroit et Windsor. Ils ont par ailleurs discuté du pipeline Keystone XL, dans le contexte de l'initiative nord-américaine de la sécurité énergétique. Les discussions avec les législateurs d'États permettent aux membres de la Section canadienne du GIP de trouver des points de convergence dans les politiques respectives, d'entamer le dialogue sur les différends, d'encourager la mise en commun de l'information et de chercher à mieux faire connaître les enjeux communs. Les réunions avec les législateurs d'États sont par ailleurs un bon moyen pour les membres de la Section canadienne de se renseigner et de donner leur avis sur les dossiers d'État ayant une incidence sur le Canada.

Des exposés sur une variété de sujets ont été présentés au Sommet, bon nombre étant pertinents pour le Canada; les délégués du GIP ont ainsi pu obtenir de l'information qui éclairera leurs travaux législatifs au Canada. Les réunions du Sommet traitent habituellement de sujets tels que l'agriculture et le développement rural; les services bancaires et financiers; les budgets et l'impôt; le commerce et le développement économique; l'éducation; les élections et le redécoupage des districts; l'énergie et les services d'électricité; la protection de l'environnement; le gouvernement; la santé; la réforme de la santé; les services sociaux et l'aide sociale; l'immigration; l'assurance; les affaires internationales; les emplois; la justice juvénile; le travail et l'emploi; le droit et la justice pénale; les législatures; les ressources naturelles; les pensions; les télécommunications et la technologie de l'information; le transport.

Le Sommet a permis aux comités permanents et aux groupes de travail de la NCSL de se réunir, et plusieurs séances plénières ont été présentées. Le présent rapport résume les discussions tenues lors des séances plénières avec l'ancienne juge Sandra Day

O'Connor, Roger Ferguson, Beth Ann Bovino et David Gergen, ainsi que des réunions de certains comités permanents et groupes de travail.

EXPOSÉS SÉLECTIONNÉS EN BREF

ÉRIGER UN SYSTÈME DE SANTÉ DURABLE EN AMÉRIQUE RURALE

John Wheat, *Université de l'Alabama*

- Les régions américaines confrontées à une pénurie de médecins – malgré 40 années d'efforts en région rurale, dont le recours à la télémédecine et la mise sur pied du National Health Services Corps –, présentent certaines caractéristiques communes :
 - ruralité;
 - pauvreté persistante;
 - faibles niveaux de scolarité;
 - faibles taux d'emploi;
 - grande proportion de minorités;
 - grande proportion de personnes âgées.
- Dans les communautés mal desservies du point de vue de la santé, les écoles et autres installations communautaires peuvent être défavorisées, les possibilités pour les conjoints, limitées, et la proportion de la population scolarisée au niveau équivalent à celui d'un médecin et de sa famille, très faible. Ainsi, il leur est impossible d'attirer des médecins en région rurale sans pouvoir leur offrir un incitatif financier, ou leur promettre un mode de vie sain ou l'absence de concurrence.
- Selon l'American Medical Association, il y a – actuellement – 353 000 médecins généralistes aux États-Unis; dans 10 ans, il devrait en manquer 85 000.
- Le recrutement de médecins en région rurale dépend de l'attention accordée aux éléments suivants :
 - Les « bons » étudiants doivent être admis aux écoles et aux programmes de médecine qui les prépareront à travailler comme médecins de famille en région rurale, notamment dans les localités mal desservies; ces étudiants doivent être stimulés pendant toute la durée de leurs études;
 - Un processus spécial d'admission doit être établi pour les aspirants médecins qui démontrent une « connectivité » avec leur localité mal desservie d'origine. Ces étudiants doivent être mis en contact rapidement et fréquemment avec des médecins de famille;
 - Il faut élaborer un programme qui rend obligatoire la formation en région rurale et s'attarde aux besoins en soins primaires, en médecine préventive et en leadership de santé communautaire de ces communautés;

- Les personnes qui aspirent à exercer la médecine familiale doivent être ciblées;
- Une aide financière liée à la pratique en région rurale doit être fournie.

Charles Owens, *Département de la santé communautaire de la Géorgie*

- Les habitants des régions rurales mal desservies ont le droit d'avoir accès aux soins de santé.
- Certaines localités manquent de ressources communautaires pour attirer des fournisseurs de soins de santé et leur famille.
- Dans les localités mal desservies, de nombreux habitants sont aux prises avec des problèmes de santé chroniques; il peut donc être difficile de les soigner.
- Les auxiliaires médicaux et les infirmières praticiennes sont des professionnels de la santé qui peuvent prodiguer des soins de santé à moindres coûts.
- Dans tous les États américains, les auxiliaires médicaux doivent réussir un cours de pré-médecine et une formation universitaire de deuxième ou troisième cycle. Dans tous les États, les auxiliaires médicaux sont autorisés à poser des diagnostics, à traiter des affections et à prescrire des médicaments. Dans 40 États, ils sont autorisés à dispenser des médicaments – à des degrés variés.
- L'embauche d'infirmières praticiennes familiales ou d'auxiliaires médicaux comporte certains avantages :
 - L'effectif disponible pour fournir des services médicaux est plus nombreux;
 - Les médecins peuvent consacrer plus de temps aux patients, à la recherche et à la gestion de la pratique; ils ont aussi plus de temps pour les activités sociales et familiales;
 - Il est plus facile d'adapter les services à l'horaire des patients, ce qui rend ces derniers plus satisfaits;
 - Les revenus sont plus élevés, ce qui amène à une pratique médicale plus durable.

Amy Brock Martin, *Université de la Caroline du Sud et South Carolina Rural Health Research Center*

- La santé bucco-dentaire est un élément important de l'état de santé général et de la santé budgétaire du régime Medicaid de chaque État.
- La pénurie de professionnels de la santé bucco-dentaire dans certains États persiste.
- En Amérique rurale, le manque d'accès aux soins dentaires est profond.

- Les législateurs disposent d'une variété de leviers politiques, chacun ayant ses avantages et ses inconvénients, susceptibles d'aider à remédier à la pénurie de professionnels de la santé :
 - Élargir la législation de la pratique professionnelle pour permettre, par exemple, l'adoption d'autres modèles d'hygiène dentaire, comme les thérapeutes dentaires, la prestation de certains services par des hygiénistes dentaires supervisés, etc.
 - Remédier à la question des taux du régime Medicaid et éliminer la bureaucratie en offrant, par exemple, des taux de remboursement concurrentiels, en implantant une infrastructure de facturation et d'inscription des fournisseurs facile à consulter, et en adoptant une politique de remboursement des cliniciens non dentaires pour des services de prévention.
 - Créer des programmes efficaces de recrutement et de rétention des effectifs, dont des programmes de remboursement de prêts subventionnés par l'État et autres incitatifs connexes, et adopter le modèle du National Health Services Corp.

Hayley Lofink, *School-Based Health Alliance*

- La prestation de soins de santé en milieu scolaire est une façon efficace de s'attaquer aux problèmes de santé qui touchent les jeunes des régions rurales.
- Les adolescents utilisent sporadiquement le système de santé, et souvent, c'est à l'urgence qu'ils consultent; pour eux, la prévention, la bonne alimentation et les comportements sains ne sont pas une priorité.
- Au nombre des « pressions » qui entravent l'accès aux soins de santé chez les jeunes, mentionnons :
 - les problèmes de transport;
 - le fait que les deux parents travaillent;
 - la distance à parcourir pour consulter un professionnel de la santé.
- Les soins de santé en milieu scolaire peuvent être pratiques, rentables et adaptés aux enfants et aux adolescents; de plus, des soins adaptés à la culture et au développement sont fournis dans un cadre sûr, familial et immédiatement accessible.
- Les centres de soins de santé en milieu de scolaire ont vu le jour à la fin des années 1970, par suite de l'observation de certains indicateurs comportementaux : infections transmissibles sexuellement, intimidation et grossesse chez les adolescentes.
- Selon le dernier recensement, il y a actuellement 1 930 centres de soins de santé en milieu scolaire aux États-Unis; ils sont présents dans 46 des

50 États, ainsi que dans le District de Columbia et les territoires des États-Unis.

- Des 1 930 centres de soins de santé en milieu scolaire recensés :
 - 54,2 % étaient situés en centre urbain;
 - 27,8 % étaient situés en région rurale;
 - 18 % étaient situés en centre suburbain;
 - 76,8 % desservaient des écoles dans lesquelles plus de la moitié des étudiants étaient admissibles à des repas gratuits ou à prix réduit;
 - 66,6 % étaient ouverts au moins 31 heures par semaine;
 - 60,8 % étaient ouverts avant l'école;
 - 73,1 % étaient ouverts après l'école;
 - 87,9 % ont indiqué facturer des services à au moins un programme d'assurance.
- Au nombre des services assurés par les centres de soins de santé en milieu scolaire :
 - soins primaires;
 - santé mentale;
 - santé bucco-dentaire;
 - soins de la vue;
 - vaccination;
 - prévention de l'alcoolisme, du tabagisme et de la toxicomanie;
 - prévention des blessures et de la violence;
 - prévention en matière d'alimentation, de vie active et de gestion du poids.

Gary Wingrove, *Mayo Clinic Medical Transport*

- Les services ambulanciers, qui étaient auparavant axés sur l'« urgence », misent désormais sur l'aspect « médical » du travail.
- On pourrait répondre aux besoins d'environ 15 % des personnes transportées à l'urgence par ambulance dans d'autres types d'installations.
- Il y a une différence entre les deux « courants de pensée » suivants :
 - Quels soins devrai-je prodiguer au patient dans les 30 prochaines minutes?
 - Quels soins devrai-je prodiguer au patient dans les 30 prochains jours?
- La paramédecine communautaire veut intégrer les techniciens en médecine d'urgence et les paramédics aux « équipes de services de

santé » sans qu'il n'y ait dédoublement des services déjà assurés; en « comblant les lacunes », ils peuvent prêter leur concours dans les domaines des soins primaires et d'urgence, de la santé publique, de la santé mentale, de la santé bucco-dentaire, de la gestion des maladies, de la prévention et du mieux-être.

- Le « paramédic communautaire » est un professionnel des services d'urgence autorisé par l'État, qui a suivi une formation complète dans une université ou un collège reconnu et possède des compétences manifestes dans les domaines de l'éducation à la santé, de la surveillance et des services autres que les soins et le transport d'urgence conventionnels, sous supervision médicale. Les rôles et les services assurés par le paramédic communautaire tiennent compte des besoins en santé de la localité.
- Le modèle de médecine paramédicale communautaire a été conçu en fonction des régions rurales ou éloignées; il est plus facile d'implanter un modèle rural dans un centre urbain que l'inverse.
- Il y a trois modèles de paramédecine communautaire en usage en Amérique du Nord :
 - soins de santé primaires;
 - substitution;
 - coordination communautaire.
- Le recours aux paramédics communautaires peut faire réaliser des économies au régime Medicaid.

Matthew Jansen, *Georgia Partnership for TeleHealth*

- La télémédecine – qui promet des économies importantes – gagne rapidement en popularité, puisque de nombreux aspects de la vie sont aujourd'hui numérisés.
- D'une certaine façon, la technologie a toujours été présente en médecine. Suffit de penser à la consultation d'un médecin par téléphone, ou encore à l'enregistrement vidéo d'une chirurgie, à des fins éducatives, etc.
- La « révolution numérique » a pour objectif de nous relier les uns aux autres.
- La télémédecine dispose de nombreux équipements, mais il faut d'abord et avant tout tenir compte de la sécurité et de la connectivité.
- Il faut implanter des modèles de soins de santé axés sur le patient, et les patients doivent être vus comme des consommateurs de soins de santé et non pas comme des clients.

L'HÉRITAGE CONSTITUTIONNEL

Sandra Day O'Connor, *ancienne juge de la Cour suprême des États-Unis*

- Les tribunaux doivent être justes et les juges doivent appliquer les lois telles qu'elles existent et non tels qu'ils croient qu'elles devraient exister.
- La primauté du droit, une question fondamentale, exige souvent des juges qu'ils posent des gestes qui ne font pas l'unanimité dans la population.
- Les juges doivent administrer la justice de manière équitable, en se fondant sur les faits dont ils sont saisis.
- Il n'y a rien de mal à critiquer les juges; ce sont des êtres humains et ils font des erreurs.
- Les juges doivent donner une impression d'impartialité; ils ne doivent pas être choisis pour leurs idéologies.
- Le processus de sélection des juges ne doit pas être politisé, et le public devrait être autorisé à y prendre part.
- L'élection des juges est de plus en plus coûteuse et politisée.
- Une meilleure éducation civique contribuera à ériger des tribunaux justes et impartiaux.
- Aux États-Unis, il y a beaucoup à faire au chapitre de l'éducation civique; environ un tiers des Américains peuvent nommer les trois branches du gouvernement, mais ils ne connaissent pas nécessairement le rôle de chacune.
- L'éducation civique, c'est de savoir qui nous sommes en tant que peuple et comment nous pouvons exercer une influence sur les enjeux qui nous concernent.

RÉDUIRE L'ÉCART EN MATIÈRE DE POSSIBILITÉS : LES MESURES QUI FONCTIONNENT

Ralph Martire, *Center for Tax and Budget Accountability*

- L'Equity & Excellence Commission a reçu le mandat de conseiller le département de l'Éducation des États-Unis sur « les disparités au chapitre des possibilités d'éducation valables qui accentuent l'écart de rendement, sous l'angle des systèmes de financement » et de recommander « des façons d'appliquer les politiques fédérales pour atténuer ces disparités ».
- Pour certains, le système public d'éducation des États-Unis n'est pas nécessairement « défaillant »; il n'a pas suffisamment de ressources pour éduquer tous les enfants.
- Les principaux enjeux en matière d'éducation demeurent la pauvreté et le manque de ressources, par ailleurs réparties inégalement.

- Il y a des solutions possibles aux défis en matière d'éducation :
 - Répartir les ressources disponibles en fonction des besoins démographiques.
 - Créer une approche stratégique globale pour apporter les changements nécessaires au système et ainsi obtenir les résultats souhaités.
 - Intégrer les ressources et les programmes aux niveaux fédéral, local et des États afin d'obtenir les résultats souhaités.
 - Recourir à des approches éprouvées et défendre les intérêts.
 - Réduire, au lieu d'approfondir, le fossé idéologique.
 - Minimiser la concurrence stérile et maximiser la collaboration.
 - Élaborer des ressources permettant d'ériger et de préserver la capacité requise pour la réussite.

- Actuellement, même si les résultats de son approche ne sont pas positifs dans tous les pays, le Global Education Reform Movement (GERM) s'attarde à :
 - Établir des normes élevées en matière de rendement scolaire;
 - Normaliser l'éducation, de façon générale;
 - Améliorer les critères de responsabilité et implanter des conséquences punitives;
 - Accentuer la compétition entre écoles et éducateurs.

- Pour arriver à ériger la capacité de chaque école à fournir une éducation de grande qualité adaptée aux besoins des étudiants, la Finlande, qui a rejeté l'approche GERM, applique les mesures suivantes et obtient des résultats positifs :
 - Renforcer la collaboration et diminuer la compétition;
 - Valoriser la profession d'enseignant;
 - Investir suffisamment dans les écoles les plus démunies et miser sur l'équité comme critère essentiel de l'excellence;
 - Investir dans l'éducation de la petite enfance et les services complémentaires, et financer globalement l'éducation.

- En ce qui concerne le financement de l'éducation, les États devraient :
 - Recourir à des pratiques éducatives efficaces, déterminer et faire connaître les besoins en matière de personnel enseignant, de programmes et de services afin d'offrir des possibilités éducatives pertinentes à tous les étudiants, toutes races et tous niveaux de revenu confondus;
 - Adopter et implanter des systèmes de financement des écoles qui offrent un financement suffisant et équitable à tous les étudiants et permettent à ces derniers de satisfaire aux normes de contenu et de rendement, tout en

reconnaissant qu'un investissement « équitable » ne veut pas nécessairement dire qu'il est « égal ».

- En ce qui concerne le financement de l'éducation, le gouvernement fédéral devrait :
 - Fournir des incitatifs appropriés aux États et les inviter à adopter des systèmes de financement des écoles qui permettent d'offrir à tous les étudiants des possibilités d'apprentissage pertinentes;
 - Promulguer la loi sur l'équité et l'excellence, au titre de laquelle le gouvernement fédéral disposera d'une enveloppe budgétaire considérable pour les écoles où la concentration d'élèves à faible revenu est importante et où il existe un écart au chapitre de la réussite; cette loi prévoit par ailleurs d'importants incitatifs financiers pour amener les États à investir dans les élèves à « risques ».
- Plus que jamais, l'éducation est un important vecteur de la prospérité économique.
- En général, les taux de chômage sont plus élevés chez les moins scolarisés.
- La politique fiscale « capitaliste » devrait être :
 - juste / progressive;
 - adaptée à l'économie moderne;
 - stable en période de difficultés économiques;
 - efficiente – elle ne doit pas déséquilibrer les marchés privés.
- Comparativement aux neuf États où l'impôt sur le revenu est nul, les neuf États dotés des structures progressives d'imposition du revenu les plus élevées connaissent :
 - une croissance plus importante du produit intérieur brut de l'État par habitant;
 - une évolution plus positive du salaire médian;
 - un taux de chômage identique.

Dennis Van Roekel, *National Education Association*

- Nombre des « courants éducatifs » sont orientés dans la mauvaise direction, y compris l'accessibilité financière des études universitaires.
- Il faut diversifier la population enseignante.
- Actuellement, la plupart des enseignants sont des enfants d'enseignants et de diplômés universitaires de première génération.
- Équitable et égal ne signifient pas la même chose.

- Les enseignants constituent la ressource la moins équitablement distribuée dans les écoles; les enseignants et l'expérience devraient être répartis équitablement dans toutes les écoles.
- Les écoles ayant les plus grands besoins se retrouvent souvent avec les enseignants les moins qualifiés et expérimentés.
- Compte tenu du nombre de langues parlées dans bien des salles de classe, les enseignants ont besoin d'appui et de formation.
- Il faut changer les perceptions à propos de l'enseignement en tant que profession.
- Au même titre que l'on s'attend des pilotes, des médecins et autres professionnels de la sorte qu'ils excellent dans leur travail, il devrait en aller de même pour les enseignants.
- Les écoles existent pour les enfants; elles ne doivent pas être vues comme des sources de création d'emploi pour les adultes.
- Les régions rurales présentent des défis uniques pour les élèves et les écoles.

Doris Williams, *The Rural School and Community Trust*

- Il n'y a pas une « Amérique rurale » unique; la ruralité est une particularité qui est diverse. Certaines communautés rurales sont bien pourvues en ressources et en installations, tandis que d'autres sont pauvres, isolées et manquent de ressources.
- Les politiques et initiatives qui « fonctionnent » en milieu urbain et suburbain ne conviennent pas nécessairement aux communautés rurales.
- Il est relativement difficile d'attirer des enseignants qualifiés qui voudront exercer leur profession en milieu rural, ce qui s'ajoute aux difficultés en matière de financement et de transport.
- Les milieux « ruraux » doivent être traités différemment des milieux « urbains » et « suburbains »; ce sont des entités distinctes et diversifiées.

Michael Honda, représentant, *Chambre des représentants des États-Unis*

- L'Equity & Excellence Commission, formée de 26 membres, s'est penchée sur la question de l'équité en matière d'éducation des enfants et a estimé qu'il est possible d'atteindre tous les enfants si l'on cible leurs besoins à cet égard.
- Dans son rapport, la Commission recommande un cadre en cinq volets pour orienter l'élaboration de politiques :
 - un système de financement scolaire équitable;
 - des enseignants, directeurs et programmes efficaces;

- des programmes de scolarisation de la petite enfance;
- l'atténuation des effets de la pauvreté;
- la responsabilité et les réformes de la gouvernance.
- En ce qui concerne les attentes et les espoirs des enfants, il ne devrait y avoir aucune différence entre les régions.
- Égalité et équité ne signifient pas la même chose; « égal » ne veut pas dire « équitable ».

COMMUNIQUER EFFICACEMENT

Jeff Matteson, *Turner Broadcasting*

- Il est important de prendre conscience de ce que l'on fait particulièrement bien et de s'en acquitter avec la plus grande fiabilité.
- Tous devraient être en mesure de gérer les changements engendrés par la technologie; nous évoluons tous dans un contexte de gestion du changement.
- La nouvelle, ce n'est pas nécessairement ce que nous apprennent les médias; c'est plutôt la compréhension que s'en fait le consommateur.
- Les médias se livrent une chaude lutte pour être les premiers à rapporter la nouvelle; trop souvent, on sacrifie la vérité au besoin de combler le vide.
- L'actualité est couverte 24 heures par jour, 7 jours par semaine, 365 jours par année, ce qui nous amène à penser que les enjeux n'ont jamais été aussi importants.
- Il faut continuellement faire l'équilibre entre ce qui est « urgent » et ce qui est « important »; « urgent » et « exigeant une attention rapide » ne sont toutefois pas synonymes.
- Dans nos efforts pour fournir aux consommateurs ce dont ils ont besoin, là où ils se trouvent, contrôle, choix et adaptation sont autant de concepts à retenir.
- En général, les grands dirigeants ne courent pas les rues, et ceux qui mènent ne sont pas nécessairement des leaders.
- Il est important :
 - d'avoir une intelligence émotionnelle;
 - d'être visiblement présents;
 - de demander et d'offrir de l'aide.
- En ce qui concerne la gestion de crises, il est important :
 - d'assumer immédiatement sa responsabilité;

- d'offrir immédiatement des excuses;
 - de nommer immédiatement un responsable;
 - de « parler d'une seule voix ».
- Dans le domaine de l'actualité, le monde évolue dans un cycle de 24 heures; tout tend donc à « disparaître » après une journée.

ACCÈS PUBLIC À L'INFORMATION LÉGISLATIVE

Jon Heining, *Texas Legislative Council*

- Les législateurs voudront peut-être se pencher sur les questions suivantes :
 - Notre personnel et nous sommes-nous suffisamment renseignés sur les lois et les règlements en vigueur?
 - La législation existante concernant l'accès à l'information législative est-elle adaptée au genre de travail que nous faisons?
 - Fournissons-nous suffisamment de contexte pour amener le grand public à comprendre l'information législative?
 - Les propositions de transparence envisagées ou existantes améliorent-elles le gouvernement?

Eddie Weeks, *Tennessee General Assembly*

- Il y a 20 ans, l'information législative était communiquée au grand public en format imprimé, ce qui pouvait prendre beaucoup de temps; maintenant, elle est divulguée très rapidement, en format électronique la plupart du temps.
- La demande est de plus en plus forte pour rendre l'information publique disponible sous forme de source ouverte.
- Grandes questions :
 - Qu'entend-on par « accès à l'information »? Par exemple, l'information devrait-elle être disponible gratuitement? Des frais de service pour récupérer, copier l'information ou autre devraient-ils être exigés?
 - Dans quel(s) format(s) l'information devrait-elle être disponible? Par exemple, devrait-on prévoir plusieurs formats (Word, pdf, html, etc.)?
 - L'information devrait-elle être accessible sur tous les types d'ordinateurs personnels?

LA CRISE DES SYSTÈMES DE RETRAITE AMÉRICAINS

Roger Ferguson, *TIAA-CREF*

- Il n'y a pas de réponse simple aux nombreuses questions que se posent les Américains à propos de la santé, de l'éducation, des pensions, du transport, de l'économie, de la création d'emploi, etc.
- Les systèmes de retraite des États-Unis sont en crise; pour la première fois depuis le New Deal, une génération entière se retrouvera en pire posture que la génération qui la précède au moment de la retraite.
- La crise économique et financière mondiale a certes contribué au « déficit de l'épargne-retraite » des États-Unis, mais le changement au profit des plans 401(k), en vertu desquels le financement de la retraite passe essentiellement des employeurs aux employés, est aussi un facteur; nombre de ménages n'ont pas de 401(k).
- L'explosion des coûts des soins de santé a une incidence sur la pérennité de l'épargne-retraite, et le régime Medicaid subit la pression du vieillissement de la population.
- Aux États-Unis, les changements démographiques sont attribuables à deux facteurs :
 - l'augmentation de l'espérance de vie moyenne;
 - la diminution du taux de fécondité.
- La population vieillit progressivement.
- La population active a de plus en plus de mal à soutenir une population âgée en croissance qui n'est plus au travail; cette réalité a une incidence fiscale majeure.
- En ce qui concerne la crise de l'épargne-retraite, des réformes s'imposent :
 - Il faut revoir la structure de la sécurité sociale et des régimes Medicare et Medicaid pour assurer la pérennité de ces programmes.
 - Il faut augmenter l'épargne, particulièrement pendant la vie active et chez les travailleurs à revenu moyen.
 - Certaines personnes pourraient devoir retarder leur retraite et continuer de travailler à temps plein, à temps partiel, à l'année ou pendant une partie de l'année.
- À mesure que les employeurs diminuent leur participation au financement de la retraite, il s'impose que les employés doivent améliorer leurs connaissances et leur littératie financières.
- La littératie financière est un facteur important de la sécurité du revenu de retraite.

- Les minorités visibles, les femmes et les moins nantis comptent parmi les moins éduqués sur le plan de la littératie financière; chez les élèves du secondaire, la littératie financière n'a jamais été aussi faible.
- Avec le prolongement de la longévité et de la durée de la retraite, il faudra financer un plus grand nombre d'années de retraite; la littératie financière permet de s'assurer d'un revenu adéquat pour toute la vie.
- Les femmes sont particulièrement vulnérables à la possibilité de ne pas disposer d'un revenu suffisant la vie durant, car souvent, elles gagnent moins que les hommes, quittent la vie active pour s'occuper des enfants et de parents et beaux-parents vieillissants, et vivent plus longtemps que les hommes.
- L'achat d'une rente est la seule façon de disposer d'un revenu stable jusqu'à la mort.
- Il faut « repenser, réparer et relancer » le système de retraite américain pour répondre aux besoins du XXI^e siècle.
- En ce qui concerne l'épargne-retraite, trop d'Américains :
 - n'économisent pas;
 - ne cotisent pas suffisamment;
 - ne préservent pas leurs actifs de retraite.
- Aider les employés à accumuler le revenu de retraite dont ils auront besoin la vie durant est une responsabilité que se partagent les employeurs et les employés.
- En ce qui concerne les investissements destinés à constituer un revenu de retraite suffisant, la plupart des Américains ont besoin :
 - d'une solution sur mesure, pas d'une approche universelle;
 - de conseils et d'expertise;
 - d'une combinaison appropriée d'options d'investissement.

PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE ET PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

Celeste Drake, *AFL-CIO*

- Le mouvement syndical organisé n'est pas opposé au commerce, mais il cherche à savoir qui fixe les règles, à qui elles profitent et comment les retombées sont partagées.
- Les États-Unis ont conclu un accord de libre-échange (ALE) avec près de la moitié des participants aux pourparlers du Partenariat transpacifique (PTP); d'autres pays pourraient suivre.

- Si certains observateurs estiment que les pays du PTP concluront un « accord du XXI^e siècle », tous ne s'entendent pas sur le sens précis à accorder à ce terme.
- Un accord du PTP aura probablement une structure semblable à celle d'autres ALE conclus par les États-Unis.
- Les négociations du PTP manquent de transparence, même si la représentante au Commerce des États-Unis rend certains détails publics et que les abonnés de certaines publications sur le commerce ont accès à certaines informations.
- Le PTP n'est peut-être pas la meilleure façon de percer le marché japonais; les efforts déployés jusqu'ici par les États-Unis pour franchir les obstacles commerciaux du Japon ont été vains.
- Si les négociateurs du PTP s'entendent sur plusieurs points, certaines « questions politiques », dont la propriété intellectuelle, demeurent non résolues.
- Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement aura probablement une structure semblable à celle de l'accord du PTP, et chaque État pourra décider d'être partie aux dispositions de l'accord qui ont trait aux marchés publics.

Catherine Mellor, *Chambre de commerce des États-Unis*

- Les entreprises et les travailleurs étrangers ont un accès équitable au marché américain, mais l'inverse n'est pas vrai pour les entreprises et les travailleurs américains; l'inaccessibilité relative de ces derniers aux marchés étrangers crée un déséquilibre auquel il faut remédier.
- Environ 95 % de la population mondiale et 80 % des consommateurs du monde se trouvent à l'extérieur des États-Unis.
- Les accords de libre-échange (ALE) forment un cadre qui permet d'assurer un accès libre et équitable aux marchés.
- L'idéal serait que les règles commerciales soient fixées par l'Organisation mondiale du commerce, mais la paralysie des pourparlers dans le cadre du cycle de Doha a amené de nombreux pays à tenter de conclure des ALE régionaux et bilatéraux.
- Le PTP, largement appuyé par l'industrie américaine et considéré comme un « multiplicateur de destinations d'exportation », s'est élargi au fil du temps; il réunit maintenant 12 pays. On attribue à la région 54 % des exportations des États-Unis, 40 % du PIB mondial et le tiers du commerce mondial.
- Le PTP, que le président Obama s'est engagé à conclure d'ici la fin de 2013, promet d'être :

- un accord exhaustif aux termes duquel aucun pays participant ne pourra exclure quelque secteur que ce soit;
 - un modèle du XXI^e qui tiendra compte des réalités que sont le commerce électronique, la cohérence de la réglementation et la gestion de la chaîne d'approvisionnement;
 - une initiative unique qui fixera une norme à laquelle tous les pays devront adhérer.
- L'Asie, une région où les entreprises américaines sont désavantagées, a une « énorme » population et connaît une importante poussée démographique et des taux élevés de croissance du PIB. La part commerciale des États-Unis dans cette région est à la baisse, notamment parce que les pays asiatiques ont créé entre eux un « réseau » d'ALE et conclu des accords commerciaux préférentiels avec l'Europe.
 - Le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement devrait s'articuler autour d'un cadre semblable au PTP; en Europe, les régimes de réglementation sont particulièrement lourds pour les entreprises américaines.

TECHNOLOGIE DE PAIEMENT MOBILE ET POLITIQUE

Marianne Crowe, *Federal Reserve Bank of Boston*

- « Services bancaires mobiles » et « paiements mobiles » ne désignent pas la même chose.
- La notion de services bancaires mobiles renvoie à l'utilisation d'une application électronique pour effectuer des opérations bancaires courantes tandis que pour les paiements mobiles, on utilise un téléphone pour payer des achats, par exemple.
- Les paiements mobiles sont mus par des facteurs tels que :
 - l'augmentation du nombre de téléphones intelligents et la convergence des plateformes;
 - les incitatifs pour les paiements mobiles;
 - une plus grande présence d'institutions non bancaires, comme PayPal, dans l'« espace de paiement »;
 - l'incorporation des puces;
 - les technologies concurrentes;
 - les questions de vie privée et de sécurité.
- Un « portefeuille électronique » intégré à un téléphone peut remplacer les cartes de paiement, de fidélité, etc., qui se retrouvent dans un portefeuille physique habituel.

- Les portefeuilles peuvent aussi être « numériques » et leurs informations, enregistrées dans un « nuage ».
- Un groupe de travail sur l'industrie des paiements mobiles a été mandaté pour :
 - Générer un consensus;
 - Étudier les questions de sécurité;
 - Recenser les lacunes au chapitre des normes et de la réglementation.
- Au nombre des défis associés aux paiements mobiles :
 - L'engouement des consommateurs;
 - Les perceptions à propos de la sécurité et de la vie privée;
 - La fragmentation de la réglementation;
 - La multiplicité des intervenants;
 - La sécurité proprement dite.
- Les paiements mobiles comportent de nombreux éléments de risque.

EXPLORATION DES DONNÉES : POLITIQUE ET PRATIQUE

Scott Straub, *LexisNexis*

- Il est possible de réunir ensemble des flux de données disparates, d'y appliquer un algorithme et d'en tirer des renseignements utiles.
- On se soucie moins des données qui sont détenues que de l'usage qui en est fait.

Steve DelBianco, *NetChoice*

- « Exploration des données » et « suivi des données » ne signifient pas la même chose.
- L'exploration des données, qui vise à améliorer les décisions, s'entend de la découverte de renseignements à propos des données.
- Il est important de protéger les droits civils et la vie privée des personnes dont les données sont explorées.
- Les clients s'attendent à ce que leur vie privée soit protégée.
- La National Security Agency (NSA) des États-Unis reçoit des métadonnées de compagnies de téléphone, de fournisseurs de services Internet, de médias sociaux, etc., et explore ce qu'elle reçoit en vue d'y dépister des menaces.

- Les métadonnées nous renseignent sur l'identité des interlocuteurs et le moment où les contacts ont eu lieu, plutôt que sur le contenu des appels ou des messages.
- Les détaillants utilisent les données pour déterminer ce qui est vendeur, à qui et à quelle fréquence, tandis que les organismes d'application de la loi recueillent des données sur les crimes pour mieux organiser le travail des policiers, par exemple; des étudiants en tourisme étudient la circulation pour déterminer qui traverse la frontière, quand et à partir de quel endroit, par exemple.
- Il faut soupeser les avantages réels et les préjudices éventuels de l'exploration des données.

Chris Soghoian, *American Civil Liberties Union*

- Pour pouvoir trouver une aiguille dans une botte de foin, il faut disposer de la botte de foin dans sa totalité.
- La NSA a une base de données de toutes les personnes qui ont contacté un preneur de paris, un service d'écoute téléphonique pour joueurs compulsifs, une clinique d'avortement, un refuge pour femmes battues, etc.;
- Une administration ne peut garantir que ses systèmes de données ne seront jamais piratés ou utilisés par des administrations futures;
- De nombreux Américains ne sont pas conscients du risque que représente l'exploration des données pour leur vie privée.

Doug Robinson, *National Association of State Chief Information Officers*

- Les gouvernements érigent des silos de données, ce qui contribue à fragmenter l'information.
- Les États possèdent d'énormes quantités de données, mais le renseignement qui en émane est limité.
- Les États font de l'exploration de données depuis plusieurs années, par exemple, pour vérifier que des entrepreneurs qui ont une dette fiscale ne puissent pas être rémunérés par l'État.
- L'exploration et l'analyse de données permettent de déceler les fraudes du régime Medicaid, la consommation abusive de médicaments d'ordonnance, etc.

LA SANTÉ DES ENFANTS DANS LES ÉTATS

Lisa Hamilton, *Annie E. Casey Foundation*

- Chaque année, depuis près d'un quart de siècle, la fondation Annie E. Casey publie des données à partir desquelles on peut dégager les tendances en matière de mieux-être des enfants dans les États; les données s'appuient sur 16 indicateurs, regroupés en 4 domaines.
- Les domaines et indicateurs sont les suivants :
 - **Mieux-être économique** : les enfants qui vivent dans la pauvreté; les enfants dont les parents ont un emploi précaire; les enfants qui vivent dans des foyers où les frais de logement sont élevés; les adolescents qui ne vont pas à l'école et ne travaillent pas.
 - **Éducation** : les enfants qui ne vont pas à la prématernelle; les élèves de 4^e année qui éprouvent des difficultés en lecture; les élèves de 8^e année qui éprouvent des difficultés en mathématiques; les élèves du secondaire qui ne termineront pas leurs études à temps.
 - **Santé** : les bébés de petit poids; les enfants qui ne sont pas couverts par un régime d'assurance-maladie; les décès chez les enfants et les adolescents par tranche de 100 000; les adolescents qui ont une consommation abusive d'alcool ou de drogue.
 - **Famille et communauté** : les enfants qui vivent dans une famille monoparentale; les enfants qui vivent dans une famille où le chef n'est pas diplômé du secondaire; les enfants qui vivent dans des régions où la pauvreté est répandue; les naissances chez les adolescentes par tranche de 1 000.
- En 2011, 23 % des enfants américains vivaient dans la pauvreté, ce qui représente une hausse de 19 % par rapport à 2005.
- En 2011, 32 % des enfants américains vivaient dans un foyer où les parents avaient une situation d'emploi précaire, ce qui représente une hausse de 27 % par rapport à 2008.
- En 2011, 40 % des enfants américains vivaient dans un foyer où les coûts du logement étaient élevés, ce qui représente une hausse de 37 % par rapport à 2005.
- En 2011, 8 % des adolescents américains n'étaient ni à l'école, ni au travail, soit la même proportion qu'en 2008.
- En 2009–2011, 54 % des enfants américains n'avaient pas fait leur prématernelle, ce qui représente une diminution par rapport aux 56 % recensés en 2005–2007.

- En 2011, 68 % des élèves de 4^e année américains éprouvaient des difficultés en lecture, ce qui représente une diminution par rapport aux 70 % recensés en 2005.
- En 2011, 66 % des élèves de 8^e année américains éprouvaient des difficultés en mathématiques, ce qui représente une diminution par rapport aux 72 % recensés en 2005.
- En 2009–2011, 22 % des élèves du secondaire n’avaient pas obtenu leur diplôme dans les délais, ce qui représente une diminution par rapport aux 27 % recensés en 2005–2006.
- En 2010, 8,1 % des bébés américains étaient nés avec une insuffisance pondérale à la naissance, ce qui représente une diminution par rapport aux 8,2 % recensés en 2005.
- En 2011, 7 % des enfants américains n’étaient pas couverts par un régime d’assurance-maladie, ce qui représente une diminution par rapport aux 10 % recensés en 2008.
- En 2010, on dénombrait 26 décès chez les enfants et les adolescents américains par tranche de 100 000, une diminution par rapport aux 32 recensés en 2005.
- En 2010–2011, 7 % des adolescents avaient une consommation abusive d’alcool ou de drogue, ce qui représente une diminution par rapport aux 8 % recensés en 2005–2006.
- En 2011, 35 % des enfants américains vivaient dans une famille monoparentale, ce qui représente une hausse par rapport aux 32 % recensés en 2005.
- En 2011, 15 % des enfants américains vivaient dans une famille où le chef n’était pas diplômé du secondaire, ce qui représente une diminution par rapport aux 16 % recensés en 2005.
- En 2007–2011, 12 % des enfants américains vivaient dans des régions où la pauvreté était répandue, ce qui représente une hausse par rapport aux 9 % recensés en 2000.
- En 2010, on dénombrait 34 naissances chez les adolescentes américaines par tranche de 1 000, ce qui représente une diminution par rapport aux 40 dénombrées en 2005.
- En 2011, 45 % des enfants américains vivaient dans une famille dont le revenu était inférieur à 200 % du seuil fédéral de la pauvreté, soit 45 622 \$ pour une famille de 4 personnes.
- En 2011, un enfant américain sur trois vivait dans une famille dans laquelle les parents n’occupaient pas un emploi à temps plein et à l’année; environ 50 % des enfants afro-américains et indo-américains, et près de

39 % des enfants latino-américains vivaient dans une famille où l'emploi des parents était précaire.

- Par rapport aux élèves de 4^e année qui possèdent toutes les aptitudes nécessaires en lecture, ceux qui terminent ce niveau sans posséder ces aptitudes sont plus à risque de décrocher au secondaire; leur potentiel de revenu et de réussite s'en trouve donc réduit.
- En 2009–2010, la proportion des élèves qui n'avaient pas obtenu leur diplôme du secondaire en quatre ans allait de 9 % au Vermont à 42 % au Nevada.

REPRISE ÉCONOMIQUE : DE GRANDES ATTENTES

Beth Ann Bovino, *Standard & Poor's*

- Certains analystes voient l'économie américaine avec optimisme, malgré quelques « vents contraires » qui nuisent à la reprise, dont :
 - le ralentissement des exportations;
 - le revers de la relance budgétaire;
 - le « brouillard fiscal ».
- En outre, d'importants « vents arrières » demeurent, dont :
 - la crise de la dette européenne;
 - les mesures rigoureuses d'austérité à court terme des États-Unis;
 - la réduction précoce des injections de liquidités de la Réserve fédérale américaine;
 - la montée en flèche des prix du pétrole en raison des turbulences au Moyen-Orient.
- Le vieillissement de la population s'accompagnera d'une augmentation des dépenses dans certains secteurs, dont celui de la santé, et des inquiétudes à l'égard du marché du travail à long terme, les retraités étant appelés à former une part plus importante de la main-d'œuvre.
- Parmi les raisons pour lesquelles l'économie américaine doit être envisagée avec optimisme, il y a celles-ci :
 - « solide » demande du secteur privé et poursuite de l'embauche malgré les chocs;
 - hausse du prix des logements;
 - hausse des dépenses de consommation;
 - retour des usines de fabrication aux États-Unis.

- Après un déclin historique, la mise en chantier, la vente et le prix des logements sont à la hausse; maintenir élevés les taux d'intérêt permettra de maîtriser la bulle immobilière.
- Même si les consommateurs ont dû s'astreindre à des restrictions durant la récente crise économique et financière, leurs finances s'améliorent.
- Durant les trois années de la récession américaine, de la fin de 2007 à 2009, les consommateurs ont perdu l'équivalent de 20 années en valeur nette, résultat de l'effondrement des marchés mobilier et immobilier; la classe moyenne a perdu 40 % de sa richesse, concentrée principalement dans le secteur immobilier.
- Tandis qu'une partie de la dette de consommation a fondu, résultat des saisies et, donc, de la réduction de l'endettement immobilier, certains types de dettes de consommation, dans les domaines de l'éducation et de l'automobile, entre autres, recommencent à grimper.
- Il y a deux ans, la confiance des consommateurs avait reculé à un niveau recensé il y a 20 ans.
- Les États-Unis connaissent une certaine hausse de l'emploi, deux tiers des 9 millions d'emplois perdus au cours de la récession ayant été récupérés, et les employeurs ne font pas de mises à pied; néanmoins, les travailleurs découragés et sous-employés demeurent assez nombreux.
- L'énergie bon marché attire l'industrie manufacturière, qui commence à revenir s'installer aux États-Unis.
- Malgré une certaine inutilisation de la capacité, le taux d'utilisation s'est amélioré.
- Dans 20 ans, les États-Unis devraient être un exportateur net d'énergie.
- Malgré s'ils sont en situation de croissance « inférieure à la normale », les États-Unis devraient voir leur produit intérieur brut augmenter dans une proportion de 2 %.
- En dépit du choc budgétaire, les consommateurs semblent disposés à dépenser.
- La reprise économique des États-Unis s'est révélée étonnamment résiliente, et le risque qu'une autre récession se manifeste est maintenant évalué entre 10 et 15 %.

ATTIRER ET RETENIR UNE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE

Richard Johnson et Owen Haaga, *The Urban Institute*

- Les régimes de retraite conventionnels comportent certaines caractéristiques clés :

- Une rente est payée depuis la retraite jusqu'au décès du retraité ou de son conjoint survivant.
- La formule de calcul des indemnités est habituellement fonction d'un pourcentage prédéterminé du salaire moyen final du cotisant multiplié par ses années de service, jusqu'à concurrence d'une proportion établie du salaire final du participant.
- Les indemnités peuvent habituellement être versées à partir d'un certain âge, pourvu que le participant au régime ait pris sa retraite après avoir travaillé un nombre d'années suffisant.
- Les indemnités sont habituellement indexées après la retraite en fonction de l'augmentation du coût de la vie.
- Les employés sont souvent appelés à cotiser au régime.
- La formule de calcul des régimes de retraite conventionnels a plusieurs incidences :
 - La valeur réelle des indemnités de retraite diminue avec le temps, parce qu'elle ne tient pas compte de l'inflation ou des intérêts cumulés entre le moment du départ à la retraite et le moment du premier versement des indemnités.
 - La formule récompense le travail supplémentaire en augmentant la proportion du salaire payé, ce qui hausse le salaire final; ainsi, elle récompense davantage le travail effectué en fin de carrière qu'en début de carrière.
 - Les participants au régime renoncent à un mois d'indemnités pour chaque mois travaillé pour l'employeur après la date où ils deviennent admissibles à la retraite.
- Certains régimes de retraite conventionnels ne répartissent pas équitablement les indemnités entre les travailleurs pour les raisons suivantes :
 - Les jeunes participants n'accumulent pas beaucoup d'indemnités;
 - Le régime peut faire sorte de bloquer les participants d'âge moyen, même s'ils ne sont pas nécessairement les plus compétents pour le poste qu'ils occupent;
 - Certains participants plus âgés se font offrir des incitatifs pour accélérer leur départ à la retraite.
- Habituellement, les indemnités annuelles d'un régime de pension conventionnel augmentent de manière constante avec le cumul des années de service du participant, mais les pensions à vie n'augmentent pas au même rythme; les participants qui travaillent plus longtemps toucheront une pension pendant moins d'années.

- Dans les régimes de retraite conventionnels, les paramètres modifiables incluent :
 - les taux de cotisation;
 - la période d'acquisition des droits;
 - l'âge normal de la retraite et l'âge de la retraite précoce;
 - la base de la rémunération.

Diane Oakley, *National Institute on Retirement Security*

- Les régimes de pension à prestations déterminées, qui permettent d'attirer et de retenir des employés et qui sont plus répandus dans le secteur public, constituent un outil clé de gestion du travail qui permet d'améliorer l'efficacité et la productivité.
- Dans les sociétés qui offrent un régime de pension à prestations déterminées :
 - La durée d'emploi est de 4 ans de plus que dans les milieux de travail qui n'offrent pas de régime de retraite, et de 1,3 an de plus que dans les milieux de travail offrant un régime de retraite à cotisations déterminées;
 - le roulement est de 20 à 200 % inférieur au roulement dans les milieux de travail qui n'offrent pas de tels régimes.
- S'ils ont le choix, les employeurs et les employés du secteur public conservent le régime de retraite à prestations déterminées; s'ils changeaient pour un autre type de régime, les coûts seraient plus élevés pour les deux parties, et les employeurs attireraient un type de main-d'œuvre différent.
- Selon Towers Watson :
 - en 2011, 63 % des travailleurs de moins de 40 ans ont reconnu que leur régime de retraite était un facteur important dans leur décision d'accepter leur emploi, ce qui représente une hausse de 28 % par rapport à 2009;
 - plus de 75 % des nouveaux employés dans les sociétés qui offrent un régime de retraite à prestations déterminées disent que le régime de retraite est la raison qui les a « convaincus » de demeurer à l'emploi de leur société;
 - chez les participants aux régimes de retraite à prestations déterminées en 2011, 51 % affirmaient que le régime offert par l'employeur avait joué un rôle « important » dans leur décision d'accepter un emploi dans l'entreprise, ce qui représente une hausse par rapport aux 31 % recensés en 2009.
- Les régimes de retraite à cotisations déterminées s'accompagnent de risques liés à la longévité, aux investissements et à l'inflation.
- Les régimes de retraite à prestations déterminées amènent à une plus grande productivité dans le secteur public, les employés étant plus portés

à valoriser leur travail que leurs homologues du secteur privé, et plus susceptibles d'investir davantage dans l'acquisition de compétences; par conséquent, l'adoption d'un régime de retraite à cotisations déterminées pourrait nuire au recrutement, à la rétention et à la productivité chez ces travailleurs.

- Sans perspective de rémunération pour l'avenir, peu d'incitatifs économiques poussent les employés à demeurer à l'emploi de leur entreprise, ce qui augmente le taux de roulement.
- Les régimes de retraite à prestations déterminées sont conçus pour faciliter la prise de décisions pertinentes et optimales, un élément crucial en période de ralentissement économique.
- Devant la possibilité de choisir entre un régime de retraite à prestations déterminées ou un régime de retraite à cotisations déterminées, les employés du secteur public optent massivement pour le premier, qui est plus rentable que le second en raison du rendement plus élevé des investissements et du partage des risques associés à la longévité.
- Un régime de retraite à prestations déterminées peut offrir les mêmes avantages pour près de la moitié du coût qu'un régime de retraite à cotisations déterminées.

SÉCURITÉ DU REVENU DE RETRAITE : AU-DELÀ DU TABOURET À TROIS PATTES

Teresa Ghilarducci, *The New School for Social Research*

- Près de la moitié des travailleurs américains n'ont pas de régime de retraite.
- Selon le National Institute on Retirement Security :
 - 81 % croient qu'il est impossible d'épargner suffisamment par soi-même pour la retraite;
 - 82 % croient qu'il est de plus en plus difficile d'épargner pour la retraite;
 - 83 % ont une perception favorable des régimes de retraite à prestations déterminées.
- Les investissements collectifs offrent de meilleures possibilités de rendement à long terme, et les risques sont faibles.
- Une foule de risques sont associés aux plans 401(k), dont les suivants :
 - les marchés financiers, dans le cas d'un effondrement, par exemple;
 - la longévité, le retraité pourrait vivre « trop longtemps »;
 - les cotisations, insuffisantes ou fluctuantes;
 - les « fuites », c'est-à-dire les frais ou la possibilité d'utiliser les fonds pour des dépenses avant la retraite.

- Il n'est pas difficile de concevoir un « bon » régime de retraite. Voici quelques critères de base :
 - cotisations suffisantes et constantes – au moins 5 % du salaire obligatoirement;
 - rendement efficient – les investissements collectifs sont les moins risqués et permettent de réaliser des économies d'échelle;
 - régularité du revenu à la retraite – les fonds ne devraient pas être encaissables avant la retraite.
- Les caisses de retraite publiques peuvent aider les travailleurs du secteur privé à épargner pour la retraite.

Paul Yakoboski, *TIAA-CREF*

- Selon un sondage réalisé auprès de 1 251 employés de la fonction publique locale et d'État, pondéré pour être représentatif de l'ensemble de la fonction publique, les travailleurs du secteur public craignent pour la sécurité de leur revenu de retraite; ces craintes existent malgré la couverture quasi universelle et les économies personnelles.
- En ce qui concerne les économies personnelles, 91 % des travailleurs locaux et d'État ont des économies pour la retraite et 84 % épargnent actuellement; une faible majorité se dit « assez confiante » d'épargner suffisamment.
- Près de la moitié de ceux qui épargnent pour la retraite tentent de déterminer combien ils doivent accumuler afin d'être « à l'aise » à la retraite; pour nombre d'entre eux, leur évaluation du revenu à remplacer n'est pas réaliste.
- Ils sont plus nombreux à se dire très confiants d'investir correctement leur épargne-retraite que d'épargner suffisamment.
- Près de la moitié ont assez confiance dans leur capacité de payer leurs frais médicaux à la retraite.
- Les attentes à l'égard des principales sources de revenu de retraite varient avec l'âge des travailleurs.

ENTRETENIR UN CLIMAT D'HONNÊTÉTÉ

Francesca Gino, *Harvard University*

- Des scandales éclatent assez fréquemment :
 - Au début des années 2000, des entreprises comme Enron, WorldCom, Parmalat, Tyco, Global Crossing, Adelphia et Arthur Anderson ont été au cœur de scandales.

- Plusieurs années plus tard, Martha Stewart, le gouverneur Eliot Spitzer, Bernie Madoff, Alex Rodriguez, Lance Armstrong et l'ancien premier ministre de l'Italie, Silvio Berlusconi, ont tous été impliqués dans des scandales.
- Même si les gens se soucient de la moralité et sont motivés par les récompenses internes qu'elle procure, dans certaines circonstances, de « bonnes personnes » peuvent franchir les limites éthiques; la moralité est malléable et dynamique.
- Devant un conflit éthique, les gens écouteront la voix de leur « ange » et celle de leur « démon », mais à un moment donné, c'est la voix de l'ange ou celle du démon qui l'emportera.
- Les choses ne se déroulent pas toujours comme prévu, et certaines forces poussent les gens à suivre le chemin de la tromperie ou celui de l'éthique.
- Parmi les facteurs de « dérogation », mentionnons :
 - les forces intérieures – la nature humaine;
 - les forces relationnelles – les interactions avec les autres;
 - les forces extérieures – le contexte dans lequel les personnes « évoluent ».
- Dans la plupart des cas, les tricheurs ne trichent qu'à faible dose; par conséquent, ils demeurent convaincus qu'ils sont de bonnes personnes.
- L'individu a tendance à se percevoir de manière positive et à se montrer dur envers les autres.
- Des forces situationnelles et sociales subtiles peuvent nous amener à déroger de notre sens moral.
- L'être humain est passé maître dans l'art d'inventer des « histoires » pour justifier ses comportements; plus il y a place à justification, plus il sera porté à franchir la limite.

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AGRICULTURE

Geoff Cooper, *Renewable Fuels Association*

- Aux États-Unis, il y a 200 usines d'éthanol.
- L'adoption de la norme pour les carburants renouvelables a entraîné :
 - La diversification accrue du portefeuille de carburants destinés aux transports et à d'autres usages;
 - La création de nouveaux mélanges de carburants;
 - La réduction des importations de combustibles fossiles;

- Le développement économique et la hausse des revenus des exploitations agricoles.
- La réduction des gaz à effet de serre et autres émissions d'échappement.
- De nos jours, les États-Unis importent plus de pétrole de l'Arabie saoudite qu'il y a cinq ans.
- En ce qui concerne l'énergie, le gouvernement ne devrait pas choisir de gagnants et de perdants.
- Dans le domaine de l'énergie, le concept de « libre marché » n'existe pas.

Patrick Kelly, *American Petroleum Institute*

- Même si l'industrie du raffinage est favorable à l'utilisation de l'éthanol, qui possède de bonnes propriétés de mélange, elle est insatisfaite de la norme pour les carburants renouvelables (RFS) adoptée par le Congrès américain et prône son abolition.
- Aux États-Unis, la demande de pétrole est à la baisse et la production intérieure augmente.
- Il existe plusieurs options pour satisfaire aux exigences de la RFS.

L'AVENIR DU FARM BILL

Jerry Hagstrom, *National Journal*

- Le Congrès américain essaie depuis deux ans de faire adopter le Farm Bill (projet de loi agricole); l'an dernier, le Sénat l'a adopté, mais pas la Chambre des représentants, et le projet de loi du précipice budgétaire a prolongé la mesure législative actuelle pour un an.
- Le projet de loi agricole adopté par le Sénat est pratiquement identique à celui de l'an dernier; le Sénat a nommé des participants.
- Le Comité de l'agriculture de la Chambre des représentants a adopté un projet de loi, mais il a été modifié par les républicains conservateurs à la Chambre; le président Boehner ne devrait pas nommer de participants avant septembre.
- Auparavant, le projet de loi agricole se heurtait à des luttes régionales; maintenant, il fait l'objet d'une guerre partisane.
- Le Congrès américain est divisé sur la question des bons alimentaires, un programme qui a été réintégré au projet de loi agricole au début des années 1970; la nutrition avait alors été ajoutée dans le but de lutter contre la faim et d'obtenir l'appui des villes.
- Le projet de loi agricole aborde plusieurs questions, dont celle des bons alimentaires, qui ont une incidence sur les États.

- Le projet de loi agricole actuel vient à échéance en septembre 2013; si un nouveau projet de loi n'est pas adopté, les anciennes lois seront rétablies.
- Les exploitants agricoles aspirent à la continuité et aiment la certitude que leur offre un projet de loi agricole d'une durée de cinq ans.
- Seulement 2 % de la population américaine vit sur une ferme; il y a donc lieu de se demander pourquoi les représentants de régions urbaines au Congrès donneraient leur appui à un projet de loi qui ne favorise pas la nutrition.

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LES DRONES

Morgan Cloud, *Université Emory*

- La norme de protection de la vie privée que constitue le quatrième amendement, adopté en 1967, misait sur la réglementation des nouvelles technologies, dont l'écoute électronique; elle « met à l'écart » 200 ans de loi.
- Les États devraient éviter d'« imiter » le quatrième amendement.
- Lorsqu'il est question d'attente raisonnable à l'égard de la vie privée, ce sont les tribunaux – et non pas la société – qui déterminent le sens à accorder au terme « raisonnable », ce qui est problématique.
- Avec le temps, les jugements peuvent fluctuer avec la composition des tribunaux.

Eric Johnson, *Georgia Institute of Technology*

- Les systèmes aériens sans pilote sont utilisés par l'armée pour la surveillance et les frappes mortelles, ainsi que par les amateurs qui en font un loisir; ils servent aussi à l'agriculture commerciale et à la sécurité publique.
- Les États-Unis sont à la traîne derrière les autres pays du monde en raison de mauvais choix politiques.
- Les drones ne devraient pas faire l'objet d'une attention particulière en ce qui concerne la vie privée.
- Les règlements et politiques concernant les systèmes aériens sans pilote sont un fouillis :
 - ce qui est autorisé dépend de l'usage;
 - le fédéral exerce un droit de préemption sur l'ensemble de l'espace aérien, jusqu'au sol, même si certains estiment que les propriétaires fonciers, ainsi que les gouvernements locaux et d'État, devraient contrôler l'espace aérien situé sous l'« espace navigable »;

- D'autres pays, dont le Japon, l'Allemagne, l'Australie et le Canada, ont des règles beaucoup plus raisonnables.
- Il est beaucoup plus simple et moins coûteux de suivre quelqu'un avec une caméra portable ou fixe, ce qui est légal, que d'utiliser un système aérien sans pilote.
- Pour certains, survoler la propriété d'une personne pose des problèmes en matière de vie privée, alors que pour d'autres, il s'agit d'une intrusion.

R. Steven Justice, *Georgia Centre of Innovation for Aerospace*

- Les principaux moteurs de croissance dans le secteur des systèmes aériens sans pilote dans les États sont :
 - la technologie – les entreprises du secteur des systèmes aériens sans pilote misent sur la technologie;
 - le capital – le capital est essentiel à l'acquisition de la technologie nécessaire;
 - l'infrastructure locale – les aéroports, entre autres;
 - les établissements d'enseignement – pour la formation, entre autres;
 - les politiques et règlements – au fédéral et dans les États;
 - les clients – utilisateurs de la première heure et base diversifiée.
- Le cycle de vie économique des systèmes aériens sans pilote se compose des étapes suivantes :
 - recherche et développement;
 - mise à l'essai;
 - fabrication;
 - formation;
 - exploitation;
 - entretien.

Bill English, *National Transportation Safety Board*

- En 2006, dans le sud de l'Arizona, l'écrasement d'un véhicule aérien sans pilote à proximité d'une résidence a amené le National Transportation Safety Board (NTSB) à formuler 22 recommandations.
- Le NTSB a compétence sur certains usages publics et privés, excluant les usages militaires ou récréatifs/de loisir.

Lance Gooden, représentant, *Chambre des représentants du Texas*

- Il faut protéger la vie privée.

- La saisie d'images à partir de véhicules aériens sans pilote devrait être assujettie à des restrictions, sauf exceptions pour les organismes d'application de loi, et les juges devraient décider de ce que constituent des fins « légitimes » pour l'application de la loi.
- Parce que les véhicules aériens sans pilote sont petits, ils peuvent facilement passer inaperçus et se trouver à capter des images dans une foule de situations, y compris à des moments où il serait légitime d'avoir des attentes raisonnables en matière de vie privée.

Shelley Hughes, représentante, *Chambre des représentants de l'Alaska*

- La vie privée est une question importante pour les citoyens, et ce, depuis la nuit des temps.
- S'il est vrai que les véhicules aériens sans pilote peuvent avoir des résultats et des usages positifs, notamment pour retrouver des épaves aériennes et aider au recensement d'espèces en voie de disparition, ce n'est pas toujours le cas.
- Les préoccupations en matière de vie privée évoluent avec les changements technologiques.
- En ce qui concerne les systèmes aériens sans pilote, les quatre E suivants sont à retenir : efficacité, efficacité, économie et environnement.

LACS, DÉJEUNER ET POLITIQUE

David Gergen, *CNN et Université Harvard*

- Les problèmes actuels semblent si complexes et la capacité de les résoudre par des mesures politiques, si éloignée; pourtant, le meilleur est à venir pour les États-Unis.
- Washington est « brisé », et cela ne s'arrangera pas avant quelque temps; néanmoins, les gouvernements locaux et d'État peuvent faire preuve de dynamisme. Le pays est à la croisée des chemins : ce qui arrive dans les États est très important.
- Chacune des figures du mont Rushmore a servi dans un gouvernement d'État; c'est là qu'ils se sont fait la main.
- Tous les présidents, de Kennedy à George H. Bush, ont fait leur service militaire dans l'armée américaine.
- Quand les temps sont durs, les Américains se serrent les coudes; c'est ce qui arrive en ce moment.
- Dans les années 1970 et 1980, les États-Unis se caractérisaient par un fédéralisme dynamique, et les bonnes idées qui prenaient naissance dans les États - réforme de l'aide sociale, réforme fiscale et mesures de

protection des enfants, par exemple - ont toutes cheminé jusqu'à Washington.

- Des États et des localités solides sont la pierre angulaire d'une nation forte.
- Les politiciens nés pendant ou juste après la Seconde Guerre mondiale ont grandi dans un monde différent de celui d'aujourd'hui – de nos jours, les politiciens n'ont pas le sens de l'humour. Les valeurs d'hier sont différentes de celles d'aujourd'hui.
- Aux élections de mi-mandat, en 2014, il est peu probable que les démocrates reprennent le contrôle de la Chambre des représentants, et les républicains ont une chance raisonnable de remporter le Sénat; cela dit, à Washington, les éléments de base ne changeront probablement pas beaucoup.
- L'ancienne secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Clinton, est pressentie comme la favorite pour remporter la nomination présidentielle du Parti démocrate en vue de l'élection de 2016, mais ce n'est pas garanti; rappelons-nous que c'était aussi le cas en 2008.
- Le sénateur Rand Paul semble avec la préférence pour remporter la nomination présidentielle du Parti républicain pour 2016; Hillary Clinton lui livrerait une chaude lutte.
- L'ancien gouverneur Jeb Bush a été un gouverneur efficace, et il pourrait être intéressé à se porter candidat à la présidence en 2016.
- La qualité du leadership est importante.
- Il y a 20 ans, Detroit et New York étaient souvent accolés dans une même phrase. Aujourd'hui, la première est en faillite et la seconde, prospère.
- Les États-Unis sont devenus à la fois « plus rouges » et « plus bleus ».
- Il est important de ne pas diluer l'engagement à l'égard des normes élevées pour les enfants; cela dit, ce ne sont pas tous les enfants qui devraient être encouragés à faire des études universitaires. Certains devraient plutôt être dirigés vers l'acquisition de compétences professionnelles.
- Plusieurs éléments permettent d'envisager les États-Unis avec espoir :
 - Compte tenu de la révolution technologique dans le domaine de l'énergie, les États-Unis sont appelés à devenir indépendants en matière d'énergie.
 - Dans les domaines de la robotique, de la fabrication de pointe et d'autres technologies, les États-Unis sont chef de file.
 - Certaines avancées médicales voient le jour aux États-Unis.
 - La « moitié supérieure » de la génération du millénaire se soucie des États-Unis et veut instaurer des changements.

RÉPONDRE À LA DEMANDE : STRATÉGIES D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SOINS DENTAIRES

Julie Stitzel, *The Pew Charitable Trusts*

- Aux États-Unis, les soins dentaires sont en crise, et le problème – complexe – nécessite des solutions multiples; il n'y a pas de remède miracle.
- Selon une estimation récente, plus de 45 millions d'Américains vivent dans une région où il y a pénurie de dentistes, et il faudrait 6 000 dentistes de plus pour combler le manque.
- On estime que 52 % des enfants bénéficiaires du régime Medicaid n'ont pas reçu de soins dentaires en 2011; dans 22 États, la plupart des enfants bénéficiaires du régime Medicaid n'ont pas reçu de soins dentaires cette année-là.
- En 2009, on estime 830 590 Américains ont été traités à l'urgence pour des problèmes dentaires qui auraient pu être prévenus.
- En 2009, près de 37 % des dentistes américains avaient plus de 55 ans et approchaient de la retraite.
- Sauf si un régime de soins dentaires autonome existe, la U.S. Affordable Care Act dispose qu'une prestation pour soins dentaires pédiatriques fasse partie du régime de soins de santé essentiels assujetti aux échanges dans les États.
- En ce qui concerne les soins dentaires aux États-Unis, les problèmes suivants existent :
 - pénurie ou mauvaise répartition des dentistes;
 - coûts de l'utilisation des salles d'urgence pour fournir des soins dentaires;
 - nombre trop restreint de fournisseurs de soins dentaires disposés à accepter les bénéficiaires du régime Medicaid;
 - situation budgétaire dans plusieurs États;
 - couverture insuffisante pour les soins dentaires à l'âge adulte.
- Si la bonification des taux de remboursement par le régime Medicaid a contribué à augmenter à la fois le nombre de dentistes participant au régime Medicaid et le nombre de patients traités, des études montrent qu'elle ne suffit pas, à elle seule, à élargir l'accès aux soins dentaires. Par ailleurs, « couverture » et « accès » ne signifient pas la même chose.
- L'augmentation du nombre de dentistes participant au régime Medicaid pourrait produire les résultats suivants :
 - Les processus administratifs seraient facilités;

- Les associations dentaires d'État et les dentistes deviendraient des partenaires actifs en vue de l'amélioration des programmes;
- Les patients et leur famille seraient sensibilisés à la façon d'utiliser les services dentaires.
- Le recours à d'autres fournisseurs de soins dentaires permettrait d'élargir la portée de l'« équipe dentaire » et, de ce fait, améliorer l'accès aux soins pour les populations vulnérables d'une manière financièrement durable; on pense ici aux fournisseurs suivants :
 - thérapeutes de la santé bucco-dentaire;
 - dentothérapeutes;
 - thérapeutes dentaires de pratique avancée;
 - coordonnateurs communautaires en santé dentaire.
- Plus de 50 pays dans le monde ont recours aux thérapeutes dentaires et à d'autres professionnels de niveau intermédiaire pour élargir l'accès aux soins de santé bucco-dentaires.
- Dans le domaine de la santé dentaire, il faut appairer la prévention et les soins de restauration de base.

Christy Fogarty, *Children's Dental Services*

- Les professionnels de la santé bucco-dentaire de niveau intermédiaire peuvent :
 - élargir l'accès aux soins de santé dentaire;
 - faire diminuer les coûts des soins de santé dentaire;
 - contribuer à améliorer l'efficacité des cliniques communautaires.
- Plusieurs États ont du mal à fournir des soins de santé dentaire, pour les raisons suivantes entre autres :
 - pénurie de fournisseurs de soins de santé dentaire;
 - barrières linguistiques;
 - situation relative à l'assurance des personnes nécessitant des soins dentaires.
- Dans certains États, les enfants à faible revenu et les femmes enceintes manquent cruellement de services dentaires essentiels.
- L'accès aux soins dentaires dans les communautés rurales des États-Unis fait défaut.
- Les dentothérapeutes, qui possèdent une formation rigoureuse et offrent des services de restauration de base, représentent une solution rentable à l'élargissement de l'accès aux soins bucco-dentaires.

- Dans les modèles alternatifs, le dentiste demeure à la tête de l'équipe de soins de santé dentaire.
- Les parents se soucient de la qualité des soins dentaires fournis à leurs enfants; ils n'ont que faire des lettres apposées au nom du professionnel.
- Les modèles alternatifs peuvent diminuer les visites à l'urgence pour des soins dentaires.

Sara Goza, *American Academy of Pediatrics Board of Directors*

- Presque tous les États américains paient des médecins généralistes pour dépister les maladies bucco-dentaires chez les enfants et faire des applications topiques de fluorure pendant les examens de routine.
- La carie dentaire est la maladie chronique la plus répandue chez les enfants américains. On observe que plus le revenu familial est faible, plus les enfants sont susceptibles d'avoir les dents cariées.
- En 2012, près de 45 % des enfants américains de 2 à 6 ans avaient consulté un dentiste au moins une fois pendant l'année.
- Près de 82 % des enfants couverts par le régime Medicaid/Children's Health Insurance ont eu un examen médical de routine en 2009; par conséquent, la prévention bucco-dentaire en milieu médical est une bonne occasion pour traiter les enfants, puisqu'ils sont suivis de façon régulière par des professionnels qui sont habitués à les traiter.
- En 2008, 25 programmes d'État Medicaid ont payé des médecins généralistes et d'autres professionnels de la santé pour évaluer les risques de carie dentaire et faire des applications topiques de fluorure chez des enfants couverts par le régime public; en 2012, 19 autres États ont adopté une politique de prévention de la carie, et la plupart des États paient maintenant des pédiatres et autres professionnels des soins primaires autres que des dentistes pour faire des examens dentaires et des applications topiques de fluorure chez les enfants de 6 mois à 3 ans.
- Les professionnels des soins primaires autres que la santé dentaire peuvent jouer un rôle dans la prévention de la carie dentaire au moment des examens de routine, notamment en offrant les services suivants : examen de la santé bucco-dentaire, évaluation des risques, conseils d'ordre préventif, application topique de fluorure, renvoi vers des spécialistes de la santé dentaire avant l'âge de 1 an.
- La prévention de la carie dentaire à la petite enfance contribue à réduire les coûts des traitements futurs, l'absentéisme à l'école et au travail, la douleur et la souffrance, et d'améliorer les connaissances en matière de santé bucco-dentaire des enfants et de ceux qui s'en occupent.
- Une formation et de l'information en matière de prévention de la carie dentaire peuvent être fournies aux pédiatres. Ces derniers peuvent remplir

un questionnaire sur la santé bucco-dentaire lorsqu'ils examinent un enfant pour d'autres raisons.

- Les soins de santé bucco-dentaire font partie des soins de santé.

Jane Grover, *American Dental Association*

- Des millions d'enfants et d'adultes américains ont du mal à recevoir des soins de santé bucco-dentaire et souffrent de maladies dentaires non traitées, qui auraient pu être évitées.
- Les causes de la crise de la santé dentaire sont complexes et variées.
- Tout le monde devrait pouvoir recevoir des soins de santé de grande qualité, en particulier les enfants et les adultes vulnérables.
- S'il est important de traiter la maladie dentaire existante, la prévention et la sensibilisation à l'hygiène dentaire demeurent moins coûteuses, en ressources humaines et financières, que l'intervention chirurgicale.
- En 2006, l'American Dental Association – dans le but de fournir de meilleurs soins de santé dentaires dans les communautés mal desservies, y compris dans les centres-ville, les régions rurales et les communautés autochtones, ainsi que chez les personnes « isolées » en raison du revenu, de l'éducation, de la langue et de la culture –, a lancé un projet pilote mettant à l'essai un nouveau type de travail de la santé communautaire misant sur l'éducation des parents, la prévention de la maladie et la « navigation des patients ». Actuellement, 34 coordonnateurs communautaires en santé dentaire sont répartis dans 9 États.
- Les coordonnateurs en santé dentaire renseignent la population en matière de santé dentaire, ce qui a pour effet de réduire le nombre de visites à l'urgence pour des problèmes dentaires.
- Le régime Medicaid a joué un rôle important dans l'élargissement de l'accès aux soins de santé dentaire.
- L'âge moyen de la retraite des dentistes aux États-Unis est de 69,4 ans.

Ann Lynch, *American Dental Hygienists' Association*

- Les États-Unis sont aux prises avec une importante crise de la santé dentaire. Le recours aux hygiénistes dentaires – qui reçoivent une formation reconnue et accréditée par les États – pourrait permettre d'élargir l'accès aux soins pour les populations mal desservies; on dénombre actuellement plus de 150 000 hygiénistes dentaires accrédités aux États-Unis.
- Actuellement, 35 États autorisent les hygiénistes dentaires à traiter des patients dans une installation autre qu'un cabinet privé de dentiste sans

exiger la présence d'un dentiste; cette approche permet aux hygiénistes dentaires d'exercer leur métier dans une foule de contextes, y compris dans des installations communautaires, et d'atteindre une bonne part de la population de patients.

- Il existe une foule de modèles de soins de santé bucco-dentaires qui permettraient d'élargir l'accès aux soins de santé dentaire. En vertu de ces modèles, les patients pourraient être traités par des professionnels possédant des compétences variées, notamment dans les domaines de la prévention et de la restauration.

Respectueusement soumis,

L'honorable Janis G. Johnson sénatrice et coprésidente Groupe interparlementaire Canada- États-Unis	Gord Brown, député coprésident Groupe interparlementaire Canada- États-Unis
--	--

Annexe

PAYS ET RÉGIONS AYANT PARTICIPÉ AU VOLET INTERNATIONAL DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURE

Afrique du Sud

Allemagne

Arabie saoudite

Australie

Autriche

Azerbaïdjan

Belgique

Brésil

Canada

Chine

Conseil consultatif provincial de Taïwan

États fédérés de Micronésie

États-Unis

Fédération de Russie

Ghana

Inde

Indonésie

Japon

Kenya

Liban

Mali

Mexique

Nigéria

Ouganda

Portugal

République démocratique du Congo

Soudan

Tanzanie

Zimbabwe

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	Sommet législatif annuel de la <i>National Conference of State Legislatures</i> (NCSL)
DESTINATION	Atlanta (Géorgie), États-Unis d'Amérique
DATES	Du 12 au 15 août 2013
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Michael L. MacDonald L'hon. Jim Munson
CHAMBRE DES COMMUNES	Brian Masse, député L'hon. Wayne Easter, C.P., député Larry Miller, député
PERSONNEL	Angela Crandall, secrétaire exécutive June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	5 499,17 \$
HÉBERGEMENT	5 965,83 \$
HOSPITALITÉ	
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	2 803,17 \$
CADEAUX OFFICIELS	
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	4 016,92 \$
TOTAL	18 285,09 \$